



7. GESTION FINANCIÈRE



Cette section aborde :

- Les règles concernant les coûts éligibles
- La vérification des dépenses
- Les vérifications sur place
- L'audit des projets

Questions clés :

- ✓ Mettre en place un système approprié pour enregistrer et déclarer les transactions financières, en respectant les principes de la double entrée (débit / crédit) conformément à l'article 16 du Contrat de Subvention. Vous pouvez tenir un ensemble de comptes spécifiques pour le projet ou inclure les comptes du projet dans votre propre système comptable. Dans ce dernier cas, vous devez disposer d'une méthode pour vous assurer que les enregistrements du projet sont aisément identifiables (par exemple grâce à des codes analytiques dans le logiciel de comptabilité).
- ✓ Assurez-vous que les demandes de paiement et les rapports financiers sont correctement et facilement rapprochés de votre système de comptabilité et de tenue des livres comptables. À cet égard, préparer et conserver les rapprochements des comptes appropriés, les calendriers à l'appui, les analyses et les ventilations pour inspection et vérification.
- ✓ Utilisez la procédure appropriée et vérifiez les règles de passation de marchés : Annexe 7.3 sur la passation des marchés et art. 52, 55 et 56 du règlement d'exécution IEV897/2014 pour les organisations privées ; règles nationales pour les organisations publiques de l'UE ; les règles nationales et les guides TESIM pour les organisations publiques PPM. Les règles de nationalité et d'origine énoncées aux articles 8 et 9 du règlement (UE) no 236/2014 s'appliquent également. Aucune restriction ne peut être appliquée à la nationalité des contractants et les approvisionnements peuvent être originaires de tout pays pour des achats inférieurs à 100 000 €. (Voir l'article 15 du Contrat de Subvention¹).

¹ Conformément à l'article 10 par. 3 des règles communes de mise en œuvre IEV (règlement (CE) 236/2014), étant le programme géré en gestion partagée et étant l'AG une administration publique italienne, à condition qu'elles soient conformes à la carte des mesures restrictives sur le commerce établie et régulièrement mise à jour par l'Union européenne disponible sur le lien [l'UE applique des mesures restrictives sur certains pays](#)



- ✓ Évitez le double financement : le financement du même coût à partir de différentes sources de cofinancement peut entraîner une accusation de fraude. L'utilisation de systèmes de comptabilité analytique aide à cet égard, ainsi que l'annulation des documents de dépenses originaux sur papier et d'autres documents probants avec un timbre en caoutchouc, qui devrait inclure le nom du programme et le numéro de référence du projet. Dans le cas des factures électroniques ou des documents de dépenses ainsi que des paiements électroniques (virements bancaires), les mêmes informations doivent être incluses dans le « motif du paiement ».

7.1 COÛTS ÉLEGIBLES

Selon l'art. 48 du règlement d'application IEV RE 897/2014 et selon le Contrat de Subvention, art.14, les coûts éligibles du projet sont uniquement les coûts "réels" encourus par le BP et ses PP **lors de la mise en œuvre du projet** (voir le chapitre 3), conformément aux règles du programme et en garantissant le respect des critères indiqués à l'art.14².

Le budget des projets IEV CTF MED prévoit des **coûts directs et indirects**.

Ce sont les coûts qui seront encourus par le Bénéficiaire principal et les partenaires du projet. Les coûts directs appartiennent à 6 (six) catégories de coûts comme suit :

7.1.1 Coûts préparatoires

Les coûts préparatoires sont ceux nécessaires pour préparer la proposition de projet, ils sont éligibles à condition que:

- i. Ils sont encourus après la publication de l'appel à propositions et avant la date limite de soumission des propositions. Ils ne sont éligibles que si la proposition de projet a été sélectionnée par le programme ;
- ii. Ils sont limités **aux frais de voyage et de séjour uniquement pour le personnel** employé par le demandeur et / ou les partenaires. Par conséquent, d'autres types de

² Voir également l'art. 14.1 (iii) : « Une exception est faite pour les frais de préparation encourus après la publication de l'appel à propositions et avant la soumission de la proposition, et pour les frais liés aux rapports finaux, uniquement pour la vérification des dépenses et l'évaluation finale, selon le cas, qui peut être encouru après la période de mise en œuvre du projet et peut être payé après la soumission des rapports finaux, à condition qu'ils soient énumérés. L'AG paiera le solde final à condition que toutes les dépenses aient été effectivement payées et démontrées par le bénéficiaire principal et ses partenaires ».



coûts (tels que les salaires du personnel, les services de consultants, etc.) et / ou les frais de voyage et de séjour des consultants ne sont pas éligibles ;

- iii. Ils ne peuvent pas dépasser le montant de **10 000 euros** par projet ;
- iv. La méthode de calcul doit être supportée par des pièces justificatives ;
- v. Les coûts de préparation doivent être inclus dans le premier rapport intermédiaire.

7.1.2 Ressources humaines (frais de personnel uniquement)

Il s'agit des coûts liés au temps réellement consacré à la mise en œuvre du projet par les employés permanents ou temporaires (recrutés de façon ad hoc) du Bénéficiaire Principal (BP) et des Partenaires de Projets (PP).

Seuls les frais du personnel directement employé par le BP et les PP sont éligibles, leur engagement envers le projet, peut-être :

- à temps plein;
- à temps partiel;
- à temps partiel avec un pourcentage fixe de temps dédié au projet par mois ;
- à temps partiel avec une quantité flexible d'heures travaillées sur le projet par mois;
- engagés par heures de travail à fournir.

Au cas où le personnel travaillerait à temps partiel pour le projet et à temps partiel pour d'autres tâches de l'organisation partenaire, le salaire réel doit être utilisé pour le calcul de ses coûts dans le budget du projet. Il n'est pas possible inclure des coûts horaires différents dans le cadre d'un même contrat de travail.

Les coûts de personnel des organisations non-partenaires ne sont pas éligibles

Seuls les frais du personnel directement employé par le BP et les PP sont éligibles.

Ils comprennent :

- Les coûts des employés conformément aux contrats de travail ;
- Les coûts des personnes physiques travaillant pour l'organisation partenaire moyennant un contrat autre qu'un contrat de travail et recevant un paiement de



salaire à titre de rémunération, à condition qu'il ne s'agisse pas de consultants externes. Les contrats assimilés au contrat de travail par les lois nationales respectives peuvent faire partie de cette catégorie (par exemple : selon la législation italienne, le contrat appelé "co.co.co." collaboration coordonnée et continue ", ou le contrat de travail du membre qui travaille dans une société coopérative ou « contratto d'opéra ») ;

- Les coûts des personnes physiques moyennant un contrat autre qu'un contrat de travail et recevant une autre forme de rémunération à condition qu'il ne s'agisse pas de consultants externes.

Ces coûts seront liés aux activités que le BP et les PP n'auraient pas mis en œuvre si le projet n'avait pas été entrepris. Ils correspondent aux coûts salariaux bruts incluant la sécurité sociale et d'autres composantes dérivant de la législation nationale en vigueur dans le pays concerné.

Les rémunérations supplémentaires (tels que les bonus de performance, les incitations, etc.) ne peuvent pas être incluses dans les coûts de personnel éligibles. Les heures supplémentaires peuvent être imputées au projet si le temps de travail total du personnel concerné est consacré à la mise en œuvre du projet.

Les salaires et autres coûts ne doivent pas dépasser ceux normalement supportés par le bénéficiaire principal et / ou le partenaire de projet, sauf s'il est prouvé et dûment justifié que des montants plus élevés sont indispensables pour mener à bien les activités du projet.

Le bénévolat non rémunéré n'est pas éligible.

Les coûts de personnel ne peuvent pas inclure les coûts de cabinets d'expertise (tels que l'appui à la gestion technique et financière du projet). Ces services d'expertise relèvent de la « Ligne budgétaire 5. Coûts des services externes ».

Lorsque nous avons des contrats avec un tiers, en tant qu'«organisme interne» qui inclut ses employés dans le projet, les coûts doivent être classés dans la catégorie de coûts 5 Services externes.

Comment faire la distinction entre les employés et les experts externes ou autres consultants

<u>Employés et autres catégories assimilées</u> (coûts à inclure dans la catégorie de coûts 1 : Ressources humaines)	<u>Consultants externes</u> (coûts à inclure dans la catégorie de coût 5 : services externes)
Personne physique ayant un contrat de travail (travail) avec le BP / PP généralement basé sur des règles nationales ou organisationnelles spécifiques concernant la rémunération, les horaires, les vacances et les rôles à exercer au sein de l'organisation de travail BP / PP.	Avoir un contrat de service précisant les conditions de prestation du service (calendrier, modalités) et les honoraires à payer pour les activités réalisées
Le personnel recruté ad hoc est sélectionné par les BP / PP selon des procédures spécifiques conformément à la législation / aux règles internes applicables, garantissant la publicité, la transparence et l'impartialité dans la sélection des candidats.	Le contrat de services est octroyé dans le cadre des règles de passation des marchés applicables .
Recevoir des paiements mensuels de salaire ou toute autre forme de rémunération équivalente, qui ne sont pas significativement différents de ceux du personnel permanent effectuant des tâches similaires dans le cadre d'un contrat de travail avec les BP / PP.	Recevoir des honoraires après la remise des factures, conformément aux conditions de paiement de leur contrat.
Leurs charges sociales sont généralement payées par l'employeur , avec des exceptions régies par la législation nationale et les contrats en vigueur.	Leurs charges sociales sont payées par eux-mêmes
Le résultat du travail effectué appartient au BP / partenaires À titre d'exemple, le directeur financier travaillant sous la coordination du chef de file et produisant des rapports et des lignes directrices appartenant à l'organisation du BP / partenaire est considéré comme un membre du personnel.	Le consultant externe est un professionnel recruté pour fournir un service / résultat spécifique travaillant de manière indépendante et conservant la responsabilité du service / réalisation produite . C'est-à-dire : un expert en marketing engagé spécifiquement pour mener une

<u>Employés et autres catégories assimilées</u> (coûts à inclure dans la catégorie de coûts 1 : Ressources humaines)	<u>Consultants externes</u> (coûts à inclure dans la catégorie de coût 5 : services externes)
	étude et rédiger un rapport est un consultant externe
Travaille généralement dans les locaux de l'employeur et utilise ses installations (téléphone, ordinateurs, etc.)	Travailler généralement dans leurs propres locaux ou sur place où les services sont fournis ; utiliser leurs propres ressources (ordinateurs, etc.) qui sont incluses dans le tarif et ne peuvent être incluses comme Coûts additionnels dans le contrat.

Pour plus de détails sur les règles nationales spécifiques, il est suggéré de contacter le Point de Contact National concerné.

Comment calculer les coûts de personnel

Les coûts de personnel sont calculés sur la base du salaire mensuel brut réel plus les charges sociales obligatoires, des assurances et de tout autre coût statutaire inclus dans la rémunération (et découlant des règles nationales) mais à l'exclusion de tout coût variable.

Dans un premier temps, obtenez une **copie du contrat de travail de l'employé** et de toute autre règle pertinente concernant son travail (heures de travail par jour, horaire, etc.).

NB : Les calculs comprennent les congés annuels et les jours fériés et peuvent varier en fonction de chaque pays et type d'organisation.

Calculez le salaire brut et les **coûts unitaires** (coûts journaliers ou horaires). Le salaire brut doit être calculé au moins une fois par an et à chaque fois qu'il y a un changement dans les coûts (augmentations de salaire, etc.).

Un modèle d'aide au calcul du salaire brut a été créé et il est annexé à cette section (voir Outil 2 de la section 7_Gestion financière Gross Salary Sheet.xls) : c'est l'outil de calcul des coûts de personnel à déclarer dans le MIS (voir ci-dessus) pour chaque membre du personnel. Il doit être construit en tenant compte du salaire brut réellement reçu pour chaque mois (également ceux au cours desquels la personne n'a pas travaillé pour le



projet) de l'année des coûts déclarés, et calculé sur une base annuelle, afin d'avoir une heure / coût fixe pour toute l'année concernée.

Uniquement pour le personnel travaillant à temps partiel dans le projet, utilisez des relevés mensuels des heures de travail (voir Outil 1 à la section 7_Modèle de gestion financière _Feuille de temps) à remplir par chaque personne, indiquant les heures réellement travaillées par jour, et signée par la personne responsable concernée dans l'organisation (normalement le directeur de l'employé ou l'employeur).

Indiquer dans le rapport financier / liste des dépenses le temps réel consacré au projet - exprimé dans la même unité de temps (jours ou heures) - en respectant le ratio prévu utilisé dans la candidature et le budget consécutif au fur et à mesure de son approbation, s'il est à temps partiel.

Pièces justificatives pour la vérification des dépenses

- Copie des contrats du personnel du projet, par ex. un contrat de travail ou tout autre accord juridique équivalent qui identifie la relation de travail avec l'organisation BP / partenaires. Dans le cas où la personne est désignée pour le projet, le contrat doit inclure le rôle du membre du personnel dans le projet, le temps de travail mensuel, la date de début et de fin, et les coûts salariaux mensuels réels (salaire brut et charges sociales de l'employeur) doivent être clairement spécifiés.
- Pour le personnel interne affecté au projet, copie de la lettre d'acte de nomination, y compris le rôle au sein du projet, la durée de la mission et le montant (pourcentage ou nombre d'unités de temps) du temps de travail consacré au projet (si travaille à temps partiel pour le projet). La période d'éligibilité de la dépense correspondante commence à la date indiquée dans les documents d'accompagnement tels que la lettre de mission ou l'ordre de service.
- Tout document pertinent, autre que le contrat, identifiant le temps de travail mensuel et le nombre de vacances par salarié tel que les termes de référence, les réglementations nationales ou internes concernant la politique du personnel de BP / organisation partenaire.
- Tout document pertinent, autre que le contrat, identifiant les coûts horaires réels (salaire brut et charges sociales de l'employeur) pour le salarié, ou autres documents comptables où les coûts salariaux sont clairement détectables.



- Feuilles de temps (voir modèle annexé à cette section - Outil 1) : requis uniquement pour les membres du personnel employés par les organisations BP / partenaires travaillant à temps partiel consacrés au projet avec un pourcentage flexible. Le relevé des heures de travail doit couvrir 100% du temps de travail du salarié (y compris le temps de travail lié au projet et aux autres activités).

Pour le personnel 100% consacré au projet, le même modèle peut être utilisé au cas où les partenaires auraient besoin de le remplir comme outil de contrôle interne ou pour signaler des heures supplémentaires.

Des nombres entiers doivent être indiqués, pas des décimales. Chaque relevé de temps doit être timbré et signé par la personne concernée et par le responsable du projet.

- Feuille de temps : des copies des feuilles de temps mensuelles concernées doivent être fournies à l'auditeur, afin de vérifier la fiabilité des feuilles de salaire brut.
- Relevé de paiement : tout type de document officiel émis par la banque ou le service comptable de l'organisation, prouvant que la banque de l'organisation a réglé le paiement de tous les coûts pertinents (salaire net du salarié, paiement des charges sociales à l'Etat, etc..) et en indiquant le montant, la raison et la date. Le document doit inclure le nom du programme ainsi que le titre du projet et le numéro de référence.

Dans le cas où les charges de sécurité sociale ou tout autre coût lié au contrat sont payés de manière cumulative par l'organisation - et donc une preuve individuelle de paiement n'est pas disponible – le relevé de paiement cumulatif doit être accompagné d'une déclaration du service comptable de l'organisation, détaillant les montants payés pour chaque personne engagée dans le projet.

7.1.3 Frais de voyage et de séjour

Ils sont prévus pour couvrir les **frais de voyage et séjour du personnel et d'autres personnes impliquées dans le projet** et doivent être clairement liées aux activités du projet (par exemple les intervenants ou les participants invités à des événements du projet).

Les frais de voyage et de séjour des experts externes et prestataires de service sont compris dans la catégorie « Coûts des services », soit la ligne budgétaire n°5.



Ces coûts ne devraient ni dépasser ceux qui sont normalement soutenus par le Bénéficiaire Principal ou ses partenaires, conformément à ses règles et réglementations internes, ni les barèmes publiés par la Commission **au moment des missions** si elles sont remboursées sur la base d'indemnités forfaitaires³.

Par conséquent, les pratiques habituelles pour ces coûts doivent être documentées, soit par le biais de la réglementation interne, soit par la comptabilité des voyages payés avant la mise en œuvre du projet.

Les frais de voyage comprennent :

- a) Carburant (pour le véhicule appartenant à l'organisme du Bénéficiaire Principal et/ou du partenaire ;
- b) Kilométrage (en cas de location de véhicule) ;
- c) Taxi ou location de voiture, uniquement lorsque les moyens de transport public ne sont pas disponibles ou pour d'autres raisons exceptionnelles ;
- d) Transports publics (avions, trains, autobus, etc.).

En règle générale, pour voyager, le moyen de transport le plus économique doit être utilisé - par ex. tarifs aériens en classe économique - où « **économique** » ne signifie pas le « **moins cher** » mais le meilleur rapport qualité / prix.

En ce qui concerne l'utilisation de la **voiture privée** (point b), elle n'est autorisée que dans le cas où les moyens publics ne permettent pas un délai raisonnable pour atteindre le lieu ou ne sont pas disponibles. Dans ce cas, la référence aux règles nationales et / ou de l'organisation s'applique : en l'absence de règles spécifiques, elle doit être préalablement autorisée par le responsable du projet et être raisonnable, c'est-à-dire appliquer des méthodes de calcul basées sur les règles nationales / d'organisation (ex. à rembourser est le cinquième du prix courant de l'essence au niveau du pays pour chaque kilomètre parcouru).

Les frais de subsistance comprennent :

- a) Hébergement ;
- b) Repas ;

³ Les barèmes publiés par la CE sont disponibles au lien suivant : https://ec.europa.eu/international-partnerships/documents-library_fr



- c) Voyage local sur le lieu de mission ;
- d) Autres dépenses diverses de séjour.

Ces coûts peuvent être déclarés comme des « coûts réels remboursés » ou « per diem » conformément à la politique interne de l'organisation.

Toute indemnité forfaitaire - **ou le total des frais remboursés** (hébergement, repas, voyages locaux sur le lieu de mission et frais divers) pour les **frais de séjour - ne doit pas dépasser les barèmes (per diem) publiés par la Commission européenne** au moment de la mission. Le tarif journalier est calculé **par nuit et non sur base de la durée du voyage** (nombre de jours).

Destinations de voyage

Les déplacements ont normalement lieu dans les zones concernées par le projet, c'est-à-dire les régions éligibles IEV CTF MED où les activités du projet sont mises en oeuvre.

Si le projet a prévu la mise en œuvre des activités dans d'autres zones éligibles du programme IEV CTF MED non représentées par le partenariat, les déplacements correspondants sont éligibles s'ils sont inclus dans le budget approuvé.

Si le BP / Partenaire souhaite participer à un événement (réunion, conférence, etc.) organisé par un organisme ne faisant pas partie du partenariat du projet et que ce voyage n'a pas déjà été prévu par le formulaire de demande approuvé et le budget, les règles suivantes s'appliquent :

- Les voyages en dehors des territoires du projet mais à l'intérieur des territoires du Programme IEV CTF MED sont éligibles mais doivent être justifiés. Le BP doit informer le STC et lui demander son autorisation.
- Les voyages en dehors des territoires éligibles du programme IEV CTF MED doivent être autorisés par l'AG au cas par cas. Dans sa demande, le BP doit mettre en évidence la valeur ajoutée de la participation à des réunions et / ou événements afin d'atteindre les résultats attendus du projet.



Pièces justificatives des dépenses pour la vérification

- Autorisation de voyage : délivrée avant le voyage et signée par le responsable / employeur du voyageur.
- Reçus des dépenses : billets de train, de bus et / ou d'avion (ces derniers doivent être accompagnés des cartes d'embarquement imprimées) ; les tickets de taxi, de restaurant / café et d'hôtel ; péages autoroutiers ; factures de parking. Si un véhicule de société est utilisé, le reçu de l'achat de carburant et un extrait du « carnet de voyage » officiel indiquant le kilométrage parcouru ; en cas d'utilisation d'une voiture privée, référence aux règles nationales / organisationnelles et méthodologie de remboursement des kilomètres; facture d'agence de voyages si le billet acheté a été sous-traité à une agence de voyages (pour la déclaration des frais d'agence de voyages, veuillez-vous référer à la catégorie 5-Services externes).
- Documents liés à l'événement : l'ordre du jour des réunions / événements, liste des participants, photos du public.
- Relevé de paiement : tout type de document officiel émis par la banque ou le service comptable de l'organisation, prouvant que la banque de l'organisation a réglé le paiement concernant tous les frais concernés (remboursement au voyageur, paiement à l'agence, etc.) et en indiquant le montant, le motif et la date.

7.1.4 Infrastructures et investissements à petite échelle

Les infrastructures sont définies comme étant des installations de base et des installations permettant la prestation des services nécessaires pour la mise en œuvre du projet.

Infrastructures et investissements à petite échelle (par ex. : installations de petites centrales solaires, centres de traitement des déchets, etc.) sont prévues et clairement décrites et justifiées dans les sections pertinentes du formulaire de demande électronique.

Les travaux publics pour la rénovation/adaptation d'infrastructures existantes – à exploiter principalement dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet – doivent être considérés également dans cette ligne budgétaire. À titre exceptionnel et dans des cas dûment justifiés, l'Autorité de Gestion peut accepter que les documents de conception et permis de construire lui soient remis ultérieurement, et en tout cas, pas plus de 6 mois à compter de la date de début du contrat.



Les études de faisabilité doivent être rapportées sous les services externes.

Pièces justificatives pour la vérification des dépenses

- Documents de la procédure de passation des marchés : annonce publique, offres reçues, procédure d'évaluation suivie pour l'attribution de l'offre, procès-verbaux d'évaluation, contrat avec le soumissionnaire, etc.
- Permis de construire, la remise du plan du site et du sol des lieux d'investissement contenant les positions topographiques est datée, signée (avec le nom clairement mentionné) et tamponnée par toutes les personnes mentionnées dans les travaux de suivi du programme et de contrôle de qualité ;
- Rapport de travaux (ou état d'avancement des travaux) : document officiel délivré par l'entrepreneur des travaux, précisant les travaux effectivement réalisés et les coûts y afférents, et contenant une référence claire au projet (par exemple, numéro de référence du projet) ;
- Tout document officiel délivré par le pouvoir adjudicateur (Bénéficiaire principal ou organisation partenaire) adressé à l'entreprise exécutant les travaux certifiant la régularité des travaux exécutés ;
- Factures / reçus de travaux de génie civil : ils doivent contenir une référence claire au programme et au projet (par exemple, acronyme du numéro de référence du projet) et au « rapport de travaux » afin d'éviter un double financement ;
- Photo (s) : pour démontrer que l'infrastructure construite / rénovée respecte les règles de visibilité (voir chapitre 10.10 Image de marque des locaux, infrastructures et équipements) ;
- Relevé de paiement : tout type de document officiel délivré par le service comptable de l'organisation, prouvant que la banque du BP / partenaire a réglé le paiement de la facture correspondante, indiquant le montant, le motif et la date.

7.1.5 Equipements et fourniture

Il s'agit des coûts pour **l'achat ou la location à long terme d'équipements et de fournitures** (neufs ou d'occasion) et consommables spécifiquement identifiés et exclusivement consacrés aux fins du projet, ainsi que le coût des services pour leur transport et leur installation, à condition qu'ils correspondent aux prix du marché.



Lorsque l'équipement et les fournitures ne sont pas achetés dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres, il est important de conserver la preuve des prix du marché au moment de l'achat.

L'équipement nécessaire pour les activités des projets tels que les ordinateurs, le mobilier de bureau, etc. devraient être achetés pendant le **premier semestre** de mise en œuvre du projet, conformément à leur caractère d'équipements nécessaires pour la mise en œuvre du projet. Les équipements liés aux activités du projet tels que des filets de pêche, des panneaux solaires, des pompes à eau, etc. peuvent être achetés pendant toute la durée du projet selon les activités approuvées et l'état des résultats.

L'auditeur doit effectuer des **contrôles sur place** sur chaque équipement déclaré et doit inclure les résultats dans la liste de contrôle du rapport de vérification des dépenses.

Transfert d'équipement

Selon l'art CS. 22.6, la **propriété des équipements, véhicules et fournitures payés par le projet doit être transférée aux pays des partenaires** dont les activités ont été exécutés ou aux bénéficiaires finaux du projet, au plus tard lors de la soumission du rapport final. Des copies de pièces justificatives de transferts de matériel et de véhicules, dont le coût d'achat était supérieur à 5 000 € par unité, doivent être jointes au rapport final. Les preuves doivent être conservées à des fins de contrôle conformément aux obligations contractuelles.

Pièces justificatives pour la vérification des dépenses

- Documents de la procédure de passation des marchés : annonce publique, offres reçues, preuve du respect de la règle d'origine, procédure d'évaluation suivie pour l'attribution de l'offre et procès-verbal d'évaluation, contrat avec le soumissionnaire, etc.
- Facture d'équipement : elle doit contenir une référence claire au programme et au projet (par exemple, numéro de référence et acronyme du projet) afin d'éviter un double financement ;
- Sauf « Inventaire des biens durables » / preuve de livraison : pour démontrer que l'équipement acheté a été intégré dans les registres de propriété de l'organisation.



- Photo (s) d'équipement : pour démontrer que l'équipement acheté respecte les règles de visibilité. (Voir chapitre 10.10 Image de marque des locaux, infrastructures et équipements) ;
- Relevé de paiement ; tout type de document officiel émis par la banque ou le service comptable de l'organisation partenaire / partenaire, prouvant que la banque de l'organisation a réglé le paiement de la facture correspondante, en indiquant le montant, le motif et la date.

7.1.6 Expertise externe et services

Il s'agit des coûts payés sur la base de contrats ou d'accords écrits, sur factures ou demandes de remboursement à des expertes externes qui sont sous-traités pour effectuer certaines tâches / activités liées à la livraison du projet (par exemple, vérification des dépenses externes, études, information et diffusion) activités, location de matériel à court terme pour l'organisation d'événements, évaluations, traduction, etc.) et les frais de services financiers tels que les frais de virements bancaires et de garanties financières. Ils doivent être alignés sur les prix actuels du marché. Les services sont achetés selon des procédures de passation de marchés spécifiques selon les seuils indiqués à l'art. 52, 53 et 56 du règlement d'exécution ENI 897/2014. Aucune restriction ne peut être appliquée à la nationalité des contractants.

Conformément à l'art. 4.2 du contrat de subvention, il n'est pas possible de sous-traiter l'essentiel du projet à des tiers, que ce soit dans le cas d'organismes privés ou publics, y compris des organisations internes. Cela signifie, par exemple, que **la gestion du projet doit rester sous la responsabilité du bénéficiaire principal et des partenaires**, et que seules des parties limitées et spécifiques des activités peuvent être sous-traitées.

L'offre interne peut être appliquée par une organisation publique agissant en tant que bénéficiaire principal ou partenaire, à condition que les exigences suivantes soient remplies :

- le prestataire interne doit être contrôlé par le Bénéficiaire principal ou le partenaire exerçant sur lui un contrôle analogue à celui exercé sur ses propres services (« subordination structurelle ») ;



- il exerce l'essentiel de ses activités statutaires pour l'organisme de contrôle (« dépendance économique ») ;
- il est totalement détenu par le principal bénéficiaire ou partenaire et son capital n'est pas destiné à être ouvert à des parties privées au cours de la performance car, si le partenaire privé avait une part minoritaire, le contrôle analogue n'existerait pas réellement.

Lorsque les conditions pour un fournisseur interne sont remplies, les coûts de l'entreprise sous contrat doivent toujours être facturés sur la base des coûts réels, donc sans **aucune marge bénéficiaire**, être en conformité avec toutes les règles d'éligibilité des dépenses susmentionnées et ils doivent être facturés et déclarés sous la ligne budgétaire services sous-traités.

Les Bénéficiaires Principaux et les Partenaires ne sont pas autorisés à sous-traiter une partie de leurs activités entre eux ou à des partenaires associés ni en contractant du personnel interne ou externe (y compris les membres du directoire, actionnaires, associés, etc.) ni en sous-traitant entre eux des services, des fournitures et des infrastructures au sein du projet.

Pièces justificatives pour la vérification des dépenses

- Documents de procédure de passation de marché : annonce publique, offres reçues, procédure d'évaluation suivie pour l'attribution de l'offre et procès-verbaux d'évaluation, contrat avec le soumissionnaire, etc.
- Contrat de service : il doit contenir une référence claire au programme et au projet (par exemple, numéro de référence et acronyme du projet) afin d'éviter un double financement ;
- Rapport d'activité avec livrables : émis par le prestataire, il doit démontrer que les activités prévues ont été réalisées conformément aux exigences contractuelles, il joint tout livrable prévu (ou en cas d'événement, photos, liste de présence, etc.) ;
- Tout document officiel émis par l'organisme contractant (Bénéficiaire principal ou organisation partenaire) attestant l'exécution régulière des services et approuvant le « Rapport d'activité » et les livrables soumis ;
- Facture sur les services fournis : elle doit contenir une référence claire au programme et au projet (par exemple, numéro de référence et acronyme du projet) et au rapport d'activité soumis, afin d'éviter un double financement ;



- Relevé de paiement : tout type de document officiel émis par la banque ou le service comptable de l'organisation, prouvant que la banque de l'organisation a réglé le paiement de la facture correspondante, indiquant le montant, le motif et la date.

7.1.7 Autres Coûts

Dans cette catégorie de coûts sont inclus les coûts qui répondent aux critères généraux d'éligibilité indiqués à l'art. 14 du contrat de subvention et ne relèvent pas clairement des six autres catégories de coûts du budget, telles que les coûts de location d'un bureau exclusivement consacré à la mise en œuvre du projet.

Tout type de soutien financier à des tiers impliqués dans le projet (subventions en cascade, en vertu de l'article 3.5 du CS) entre dans cette catégorie de coûts. Les subventions en cascade doivent être dûment justifiées et conformes aux dispositions relatives aux aides d'État (régime de minimis) (art.4.7 des CS). La procédure de sélection des bénéficiaires des subventions en cascade tels que les chercheurs, les entrepreneurs, les ONG locales, etc. doit être correctement détaillée dans les documents de rapport, si elle n'est pas déjà détaillée dans le formulaire électronique.

En ce qui concerne les **dépenses de subvention en cascade**, la liste des types d'activités éligibles et les critères de sélection des bénéficiaires doivent être respectés. En outre, les frais de subvention en cascade ne peuvent pas dépasser les limites énoncées dans les Lignes directrices à l'intention des Demandeurs par. 4.5.3 Structure du budget :

- a) Un maximum de 30% des coûts totaux directs peuvent être consacrés aux subventions en cascade ;
- b) Maximum de 60 000 € de la subvention en cascade par bénéficiaire

Plus d'informations concernant les subventions en cascade sont disponibles dans le [Manuel pour la gestion des subventions en cascade](#) du programme IEV CTF MED 2014-2020.

Pièces justificatives pour la vérification des dépenses

- Documents relatifs à la procédure de passation de marché / de subvention en cascade : en fonction de la procédure choisie, il se réfère à l'annonce publique, aux demandes reçues, aux procès-verbaux d'évaluation, à l'attribution de subventions en cascade, etc.



- Contrat de sous-traitance / contrat de subvention en cascade : il doit contenir une référence claire au programme et au projet (par exemple, numéro de référence et acronyme du projet) afin d'éviter un double financement ;
- Rapports des produits et de la subvention en cascade : émis par le bénéficiaire de la subvention, il doit démontrer que les activités prévues ont été réalisées conformément à l'exigence de la subvention en cascade, il comprend tout livrable prévu (ou en cas d'événement, des photos, une liste des fréquentations, etc.). Il doit être formellement approuvé par l'organisme subventionnaire ;
- Factures / reçus : ils doivent contenir une référence claire au programme et au projet (par exemple, acronyme du numéro de référence du projet) ;
- Relevé de paiement : tout type de document officiel émis par la banque ou le service comptable de l'organisation, prouvant que la banque de l'organisation a réglé le paiement, indiquant le montant, le motif et la date.

7.1.8 Coûts indirects

Coûts administratifs

Il s'agit des coûts indirects encourus par le Bénéficiaire Principal et ses partenaires. Ils sont éligibles de manière forfaitaire dans la limite de 7% pour chaque partenaire du total estimé des coûts directs éligibles, à l'exception des coûts pour les infrastructures résultantes du calcul dans la fiche des coûts administratifs soumis dans le formulaire de demande électronique.

La méthode se réfère aux coûts par partenaire présentés dans des données historiques certifiées telles que les « bilans » pour les organisations à but lucratif et/ou les « états financiers » pour les organismes sans but lucratif.

Le pourcentage forfaitaire approuvé est indiqué dans le contrat de subvention au niveau du projet.

L'auditeur chargé de la vérification des dépenses est invité à vérifier dans le premier rapport intermédiaire, la méthode de calcul des montants indiqués dans le « dossier de calcul des coûts administratifs » précité.

Aucune pièce justificative ne doit être produite pour justifier ces coûts lors de la présentation des rapports. Cependant, l'AG peut demander des preuves à l'appui pour



vérifier la méthode de calcul réelle pendant la période de mise en œuvre du projet, afin de confirmer le pourcentage fixé.

Les frais administratifs ne sont pas éligibles si le BP / partenaire a reçu une « subvention de fonctionnement » financée par la CE car cela serait considéré comme un « double financement⁴ ». Lors de la phase de candidature, le document de calcul des coûts administratifs est expressément destiné à éviter le risque de double financement et par conséquent de fraude. En cas d'attribution ultérieure de subventions de fonctionnement, le BP / l'organisation partenaire doit **informer l'AG** et recalculer les coûts administratifs.

Si le bénéficiaire principal ou un partenaire n'a pas le droit de recevoir des frais administratifs, ceux-ci seront déduits par l'AG du total des coûts éligibles acceptés inclus

Provision pour imprévus

N'excédant pas 3% des coûts directs éligibles elle peut être incluse dans le budget du projet. Elle ne peut être utilisée qu'avec l'autorisation écrite préalable de l'AG.

La demande doit être adressée à l'AG à travers le STC et elle doit contenir la preuve des circonstances imprévues qui ont conduit le projet à demander l'utilisation de la réserve pour imprévus.

De plus, la demande doit contenir le type de coût à couvrir, toute justification de son calcul ainsi que le nombre de partenaires qui auront besoin de l'utiliser.

Les retards dans la mise en œuvre du projet ne sont pas considérés comme des circonstances imprévues s'ils ne sont pas totalement indépendants du bénéficiaire principal ou du partenaire en faisant face à eux.

7.2 VÉRIFICATION DES DÉPENSES

Selon l'article 32 des modalités d'exécution de l'IEV-CTF, « *les dépenses déclarées par le bénéficiaire à l'appui d'une demande de paiement sont examinées par un auditeur ou par un agent public qualifié n'ayant aucun lien avec le bénéficiaire. L'auditeur ou l'agent public*

⁴ La subvention de fonctionnement est une subvention destinée à financer les dépenses de fonctionnement d'un organisme de l'UE qui poursuit un intérêt général européen ou un objectif faisant partie d'une politique de l'UE.



qualifié examine si les coûts déclarés par le bénéficiaire et les recettes du projet sont réels, comptabilisés avec exactitude et éligibles conformément aux dispositions du contrat ».

L'auditeur désigné doit satisfaire aux exigences fixées par les modalités d'exécution de l'IEV-CTF et est indépendant des organisations BP et PP ainsi que des organes du programme (AG / STC / AA). Des procédures spécifiques ont été mises en place dans chaque pays participant pour s'assurer que **l'auditeur sélectionné par le BP ou le PP répond à ces exigences.**

Ces vérifications sont effectuées au niveau national par les points de contact de contrôle qui approuvent le choix en validant l'auditeur sélectionné. Avant de signer le contrat avec l'auditeur sélectionné, les organisations BP et PP doivent envoyer les documents requis afin de permettre au PCC de leur pays respectif de vérifier les exigences de l'auditeur.

Une fois validés par la contrepartie centrale, le BP et chaque PP concluent un accord avec l'auditeur sélectionné fixant l'étendue des tâches et les procédures à respecter au cours du processus de vérification des dépenses.

La participation du responsable de la vérification des dépenses aux cours de formation organisés par l'AG est obligatoire.

L'AG, le STC ou la contrepartie centrale peuvent effectuer des contrôles de qualité sur les travaux effectués par l'auditeur à tout moment pendant la période d'exécution du contrat de subvention. L'AG peut demander au BP et aux partenaires de remplacer l'auditeur du projet en cas de doute sur son indépendance, ses normes professionnelles, sa fiabilité professionnelle ou d'erreurs substantielles détectées dans les rapports. Dans un tel cas, la contrepartie centrale du pays concerné sera immédiatement informée et prendra toute mesure appropriée le cas échéant.

Les tâches des auditeurs désignés par les principaux bénéficiaires et partenaires du projet sont, entre autres :

- a) vérifier que les biens et services ont été livrés et que les travaux ont été exécutés ;
- b) vérifier que les dépenses déclarées par les bénéficiaires se rapportent à la période éligible ou aux précédentes et qu'elles ont été payées ;



- c) vérifier le respect des règles applicables (y compris les règles d'éligibilité), y compris les exigences en matière de passation de marchés et de visibilité ;
- d) vérifier la conformité des dépenses avec le projet approuvé et le contrat de subvention signé ;
- e) vérifier les documents et la comptabilité connexes afin d'éviter un éventuel double financement ;
- f) vérifier l'adéquation des pièces justificatives ;
- g) vérifier l'enregistrement des dépenses dans les registres comptables du bénéficiaire et que les dépenses sont déterminées conformément aux normes comptables et aux pratiques habituelles de comptabilité analytique applicables au bénéficiaire ;
- h) vérifier les règles de tenue de registres et d'archivage des preuves documentaires liées à la mise en œuvre du projet ;
- i) notifier les irrégularités et les soupçons de fraude ou de corruption, selon les cas⁵.

Les dépenses engagées et payées par le BP ou le PP ne peuvent être déclarées dans le cadre du projet qu'après vérification par leur auditeur indépendant respectif.

Les vérifications des dépenses sont effectuées selon les formats et les listes de contrôle fournis par l'AG, et leurs résultats doivent être joints à chaque demande de paiement.

Une copie des rapports d'audit doit être remise aux points de contact de contrôle concernés, afin de leur permettre d'effectuer des contrôles spécifiques, le cas échéant.

7.3 VÉRIFICATIONS ADMINISTRATIVES ET CONTRÔLES SUR PLACE

Conformément à l'article 26, paragraphe 6, du règlement d'exécution, l'AG, avec le soutien du STC, effectuera :

- (a) des vérifications administratives sur les rapports intermédiaire et final (y compris les rapports de l'auditeur) pour chaque demande de paiement de BP ;

⁵ Si un auditeur identifie une fraude ou une corruption potentielle, il en informera directement l'AG via un rapport spécifique, qui n'est pas remis au bénéficiaire concerné.



b) des vérifications des projets sur place effectuées sur la base d'un échantillon.

Les contrôles sur les rapports sont effectués afin de vérifier que les services, fournitures ou travaux ont été exécutés, livrés et / ou installés et si les dépenses déclarées par le BP et les PP ont été payées, et que les dépenses sont conformes à la loi applicable et les règles du programme.

Les contrôles sur place sont réalisés sur la base d'une analyse de risque prenant en compte des facteurs de risque tels que :

- type de projet (standard, stratégique, capitalisation) ;
- Contribution ENI ;
- présence de subventions en cascade ;
- dimension et représentation géographique du partenariat ;
- catégories de bénéficiaires et de partenaires (public / privé à but lucratif / à but non lucratif) ;
- nombre de projets mis en œuvre par le BP ;
- état des lieux ;
- des catégories de coûts spécifiques présentant un niveau de risque élevé de fraude ou de corruption, telles que le personnel et / ou les services ;
- les conclusions des auditeurs externes des projets ;
- les résultats des audits annuels sur les projets réalisés par l'AA ;
- tout point critique ou problème survenu lors de la mise en œuvre du projet.

7.4 AUDIT DES PROJETS

L'Autorité d'audit (AA), avec le soutien des membres du Groupe des auditeurs, réalise un audit annuel des projets. La Commission européenne, l'Office européen de lutte antifraude, la Cour des comptes européenne et toute institution autorisée peuvent effectuer des contrôles supplémentaires.



En ce qui concerne les audits annuels des projets, ils sont réalisés pendant la durée du programme par sondage. Lorsque l'AA sélectionne un projet pour un audit, le Bénéficiaire principal ainsi qu'un ou plusieurs partenaires du projet peuvent être audités. L'audit peut être effectué sur la base des pièces justificatives des comptes, des documents comptables et de tout autre document pertinent pour le financement des activités.

De plus, les auditeurs analysent un certain nombre de processus liés à la mise en œuvre du projet, notamment :

- le respect des obligations définies dans le contrat de subvention et la convention de partenariat ;
- la confirmation de la vérification des dépenses effectuée par les auditeurs du projet.

Les audits peuvent être réalisés dans les locaux du BP / des partenaires et / ou en tout autre lieu où le projet est mis en œuvre. En cas de non-conformité / infractions détectées, des « constatations d'audit » sont émises, ce qui peut entraîner des corrections financières pour le projet. Les montants considérés comme éligibles par l'AA et conduisant à des irrégularités ne peuvent pas être réutilisés par le projet.